

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/N/4/DOM/1  
10 octobre 2000

(00-4143)

Comité de l'évaluation en douane

Original: espagnol

## NOTIFICATION AU TITRE DU PARAGRAPHE 1 DE L'ANNEXE III DE L'ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

La Mission permanente de la République dominicaine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 septembre 2000.

La Mission permanente de la République dominicaine auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales sises à Genève a le plaisir de remettre au Secrétariat le premier rapport de la République dominicaine sur la mise en œuvre du Programme de travail prévu pour la mise en œuvre des engagements contractés.

Ce rapport est présenté conformément aux prescriptions énoncées dans la Décision du 3 mars 2000, octroyant à la République dominicaine une prorogation de délai au titre du paragraphe 1 de l'annexe III de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994.

Conformément à l'engagement pris en vue de respecter la Décision adoptée par le Comité de l'évaluation en douane de l'OMC le 3 mars 2000, au sujet de la demande de réserve formulée par la République dominicaine au titre du paragraphe I de l'annexe III de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994, ce pays doit rendre compte des progrès accomplis dans l'exécution du Programme de travail convenu pour que soient réunies les conditions nécessaires au respect de ces engagements.

Dans le délai qui lui était imparti avant la présentation de son premier rapport, et compte tenu du fait qu'entre le 16 mai et le 16 août 2000 il y a eu un changement de gouvernement, la République dominicaine s'est employée à satisfaire aux conditions énoncées dans le Programme de travail, comme indiqué ci-après:

- a) respect des recommandations faites par l'OMC dans le cadre de l'assistance technique, en ce qui concerne la simplification des procédures douanières et de la documentation, et cela dans le contexte des changements internes mis en œuvre;
- b) poursuite du programme de formation du personnel technique travaillant dans le service d'évaluation de la Direction générale des douanes (DGA). La République dominicaine envisage un échange avec des pays ayant déjà appliqué le nouveau système d'évaluation;
- c) organisation et renforcement du Département de vérification de l'évaluation (Departamento de Auditoria del Valor) qui sera chargé des enquêtes *a posteriori* en matière d'évaluation;
- d) améliorations importantes apportées au système de calcul pour la mise en conformité du Système d'évaluation GATT, parmi lesquelles création d'une base de données des valeurs de référence pour la saisie de données correspondant aux formulaires de déclaration de la valeur;
- e) poursuite du travail de refonte de la structure organisationnelle afin d'adapter cette dernière aux exigences d'une douane moderne;
- f) la République dominicaine attend une mission de la CNUCED, afin d'entamer la phase "zéro" du projet SYDONIA.

Il convient de signaler que, dans l'ensemble, la situation s'est améliorée, de sorte que l'engagement pris par le gouvernement dominicain dans le cadre de l'OMC quant à la réforme des douanes pourra être respecté sans plus de retard une fois approuvés les instruments légaux actuellement à l'examen au Congrès. Ainsi, les questions susmentionnées sont traitées méthodiquement et systématiquement afin de préserver les intérêts fiscaux grâce à une harmonisation des normes existantes et à l'introduction de modifications destinées à permettre la mise en œuvre de l'Accord et à éviter l'utilisation d'instruments qui risqueraient de faciliter l'évasion fiscale.

S'agissant des ressources humaines, la République dominicaine travaille activement à définir le profil d'un personnel douanier qui garantira une administration des douanes adaptée à la rigueur technique qu'exige ce secteur, dans le contexte de l'évolution du commerce international. À cette fin, la République dominicaine œuvre à la professionnalisation de l'administration douanière compte tenu des modifications structurelles en cours.

À cet égard, la mission d'assistance technique de l'OMC, qui a apporté son aide à notre pays du 6 au 11 février, nous a permis de créer une équipe de techniciens parmi les fonctionnaires du secteur de l'évaluation en douane.

Dans le délai fixé pour la présentation du rapport sur les progrès accomplis dans l'exécution du Programme de travail, la Commission susmentionnée a achevé les travaux d'élaboration de l'avant-projet de règlement pour la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane du GATT de 1994.

Ce règlement a été transmis au Département juridique de la Direction générale des douanes pour qu'il lui donne sa forme juridique et il sera ensuite publié en tant que document officiel du Service des douanes de la République dominicaine.

Des efforts ont également été déployés pour élaborer le formulaire de Déclaration de la valeur en douane qui sera utilisé à titre expérimental afin de régler d'éventuels problèmes d'interprétation.

---